Avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon présentant l'avant-projet de décret modifiant les décrets du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité en vue du développement de l'autoconsommation collective et du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre de l'Energie,

Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre de l'Energie est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Chapitre 1^{er}. Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

Art.1^{er}. A l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1°) sont insérés les 2^oter et 2^oquater, rédigés comme suit :

« 2^oter: « autoconsommation collective » : opération consistant à partager, dans un même périmètre géographiquement défini, via le réseau public de distribution ou de transport local, de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité, entre un ou plusieurs producteurs et un ou plusieurs clients finals.

2^oquater : « gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective » : la personne physique ou morale représentant les différents participants à une opération d'autoconsommation collective et chargée d'en assurer la gestion conformément aux conditions fixées par ou en vertu du présent décret ; »

2)) La phrase suivante est ajoutée au 27^osexies, rédigée comme suit :

« Chaque point de recharge ouvert au public prévoit la possibilité d'une recharge ad hoc pour les utilisateurs de véhicules électriques sans souscription d'un contrat avec le fournisseur d'électricité ou l'exploitant concerné. »

Art.2. A l'article 15^{ter}, paragraphe 1^{er}, 5^{ème} alinéa du même décret, tel qu'inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « les situations ne correspondant pas à un réseau fermé professionnel, » sont insérés entre les mots « l'autorisation individuelle » et les mots « et la redevance à payer ».

Art. 3. A l'article 29 du même décret, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1°) le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est abrogé ;

2°) au paragraphe 2, les mots « les situations ne correspondant pas à une ligne directe, » sont insérés entre les mots « des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, » et les mots « la redevance à payer ».

Art.4. A l'article 30, paragraphe 3, 2°, deuxième tiret du même décret, tel que modifié par le décret du 11 avril 2014, les mots suivants sont ajoutés : « , à l'exception du producteur participant à une opération d'autoconsommation collective visée au chapitre X et ce uniquement pour la partie d'électricité autoconsommée collectivement. ».

Art.5. A l'article 31 du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1°) l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants :

« Au sein d'un réseau privé ou d'un réseau fermé professionnel, les clients avals connectés à ce réseau peuvent mandater le gestionnaire de réseau concerné à exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité.

De même, les participants au sein d'une même opération d'autoconsommation collective peuvent mandater le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective à exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité pour la partie d'électricité non autoconsommée collectivement.

Le mandat visé aux alinéas précédents est prévu de manière expresse. »

2°) est ajouté un 4° au paragraphe 2, alinéa 2, rédigé comme suit :

« 4° participe à une opération d'autoconsommation collective, et ce uniquement pour les quantités d'électricité autoconsommée collectivement. »

Art.6. L'article 39, §1^{er}, alinéa 3 du même décret tel qu'inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018 est complété par l'alinéa suivant:

«Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le plafond de 5% est atteint, l'exonération est diminuée de manière proportionnelle pour l'ensemble des fournitures d'électricité verte via ligne directe afin que le nombre total de certificats verts exonérés corresponde à ce plafond de 5%. ».

Art.7. Au sein du chapitre X du même décret relatif à la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité, un article 42^{quater} est introduit, rédigé comme suit :

« Art.42^{quater} §1^{er} Tout producteur d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité et tout client final situés dans un même périmètre géographique tel que défini par le Gouvernement peuvent participer, de façon libre et volontaire, à une opération d'autoconsommation collective autorisée par la CWaPE en synchronisant leur production et consommation en vue d'optimiser leurs flux d'électricité.

§2. Chaque participant à une opération d'autoconsommation collective est équipé d'un compteur télé-relevé enregistrant les courbes de charge permettant de vérifier qu'au cours d'une même période quart-horaire:

1° la quantité d'électricité autoconsommée collectivement n'est pas supérieure ni à la production totale d'électricité, en ce compris l'électricité issue d'un moyen de stockage, ni à la consommation totale d'électricité, en ce compris l'électricité utilisée pour charger un moyen de stockage.

2° la quantité d'électricité affectée à chaque client final conformément à la clé de répartition définie dans la convention liant les participants à l'opération d'autoconsommation collective et le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective visée à l'article 42^{sexies}, §2, alinéa 1^{er}, n'est pas supérieure à sa consommation.

§3. Les quantités d'électricité autoconsommées collectivement font l'objet d'une tarification spécifique pour l'utilisation du réseau de distribution telle que fixée par la CWaPE conformément au décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité. »

Art.8. Un article 42^{quinquies} est inséré dans le même chapitre, rédigé comme suit :

« Art.42^{quinquies}, § 1^{er} Les opérations d'autoconsommation collective sont soumises à l'octroi d'une autorisation délivrée par la CWaPE après vérification du respect des conditions fixées par ou en vertu du décret.

§2. La CWaPE statue sur la demande d'autorisation sur base d'une étude des profils de consommation et de production des futurs participants à l'opération d'autoconsommation collective comprenant, notamment :

1° un rapport descriptif de la situation administrative et électrique de chacun des futurs participants ;

2° une analyse technique visant à démontrer que l'opération d'autoconsommation collective remplit les conditions fixées par le Gouvernement et notamment la synchronisation des consommations et productions d'électricité en son sein ainsi que l'optimisation des flux d'électricité.

§3. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise le contenu de l'étude visée au paragraphe 2 et fixe les conditions générales ainsi que les modalités de la procédure d'octroi, de maintien, de révision, de retrait ainsi que la redevance à payer pour l'examen du dossier de demande d'autorisation.

L'autorisation délivrée par la CWaPE fixe, pour chaque opération d'autoconsommation collective, les conditions spécifiques applicables permettant l'application du tarif spécifique visé à l'article 42^{quater} §3. »

Art.9. Un article 42^{sexies} est inséré dans le même chapitre, rédigé comme suit :

« Art.42sexies § 1^{er} Les participants à une même opération d'autoconsommation collective sont représentés par un gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective. Ce gestionnaire constitue l'interlocuteur unique du gestionnaire de réseau concerné et de la CWaPE et assume la responsabilité de la gestion de l'opération d'autoconsommation collective.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise les missions du gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective.

§2. Le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective conclut une convention avec chacun des participants portant sur les droits, obligations et responsabilités réciproques de chacune des parties, en ce compris les modalités de répartition et de facturation de l'électricité autoconsommée collectivement.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise le contenu minimal de cette convention.

Le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective conclut également une convention avec le gestionnaire de réseau concerné portant sur les droits, obligations et responsabilités réciproques de chacune des parties. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement précise le contenu minimal de cette convention.

§3. Le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective établit annuellement, en concertation avec le gestionnaire de réseau concerné, un rapport de ses activités démontrant que l'opération d'autoconsommation collective remplit les conditions fixées par ou en vertu du décret. Il transmet ce rapport à la CWaPE au plus tard trois mois après la date d'anniversaire de l'autorisation délivrée par la CWaPE. »

Art.10. Un article 42septies est inséré dans le même chapitre, rédigé comme suit :

« Art.42septies § 1^{er} Les gestionnaires de réseaux mettent en œuvre, selon les tarifs régulés, les dispositifs techniques et contractuels nécessaires, notamment en ce qui concerne le comptage d'électricité, pour permettre la réalisation dans des conditions transparentes et non-discriminatoires des opérations d'autoconsommation collective.

§2. Les gestionnaires de réseaux déterminent les volumes d'électricité autoconsommés collectivement sur base des relevés de production, de consommation et de la clé de répartition fixée dans la convention liant les participants à l'opération d'autoconsommation collective et le gestionnaire de l'opération d'autoconsommation collective.

Ils transmettent les données de mesure relatives à l'électricité résiduelle, tant prélevée qu'injectée, aux fournisseurs respectifs des différents participants à l'opération d'autoconsommation collective.

§3. Les gestionnaires de réseaux de distribution appliquent mensuellement la tarification spécifique visée à l'article 42quater, §3, à l'électricité autoconsommée collectivement, sous réserve du respect des conditions particulières fixées dans l'autorisation délivrée par la CWaPE conformément à l'article 42quinquies, §3, alinéa 2.

§4. Les gestionnaires de réseaux élaborent et transmettent à la CWaPE, deux ans avant la fin de chaque période tarifaire, une analyse technique des différentes opérations d'autoconsommation collective répertoriées sur leur réseau. La CWaPE peut établir un modèle de rapport d'analyse. Sur base de ce rapport, la CWaPE peut proposer au Gouvernement toute proposition de modification du mécanisme de l'autoconsommation collective qu'elle juge utile.

Art.11. A l'article 43, §2, alinéa 2, du même décret, un 18° est ajouté, rédigé comme suit :

« 18° l'approbation de la convention visée à l'article 42sexies, §2, alinéa 3 conclue entre les gestionnaires de réseaux et le gestionnaire de l'autoconsommation collective. »

Chapitre 2 - Modification du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité

Art.12. A l'article 4 du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz et d'électricité, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1°) un alinéa 3 est ajouté au paragraphe 1^{er}, rédigé comme suit :

« La CWaPE évalue, un an avant chaque période tarifaire, l'impact des opérations d'autoconsommation collectives, et des régimes particuliers visés à l'article 26 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sur le financement des réseaux par les autres utilisateurs. Si la CWaPE constate que de tels régimes créent ou risquent de créer une hausse non marginale des tarifs relatifs à l'utilisation des réseaux de distribution, elle veille à adapter la méthodologie tarifaire en conséquence. »

2°) le paragraphe 2 est complété par un 23° rédigé comme suit :

« 23° la méthodologie tarifaire contribue au développement de l'autoconsommation collective d'électricité tout en assurant l'équilibre entre la solidarité de la couverture des coûts globaux des réseaux et l'intérêt de participer à une telle opération. »

Chapitre 3 - Modification du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

Art.13. A l'article 16ter, paragraphe 1^{er}, 4^{ème} alinéa du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, tel qu'inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, les mots « les situations ne correspondant pas à un réseau fermé professionnel, » sont insérés entre les mots « l'autorisation individuelle » et les mots « et la redevance à payer ».

Art.14. A l'article 29 du même décret, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 21 mai 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1°) le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est abrogé ;

2°) au paragraphe 2, les mots « les situations ne correspondant pas à une conduite directe, » sont insérés entre les mots « des autorisations visées au paragraphe 1er, » et les mots « la redevance à payer ».

Namur, le (date)

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Le Ministre de l'Énergie,

Jean-Luc CRUCKE